

# La défense européenne « NATO by design » après le sommet de l'OTAN et les essais de solutions de la crise russo-ukrainienne

Par François Charles

**Economiste, expert en stratégie, organisation, relations européennes et internationales, ancien responsable d'affaires industrielles de défense dont OTAN, et président de l'Institut de Recherche et de Communication sur l'Europe (I.R.C.E.).**

Après les réunions de Ramstein et de Vilnius, au lendemain du sommet de l'OTAN consacré à l'augmentation des dépenses de défense et des achats étatsuniens quelle que soit la boussole stratégique après les diverses réunions de chefs d'État en Alaska, à Washington, voire en Russie pour tenter de mettre fin à la guerre russo-ukrainienne, après les accords de protection entre certains et d'autres pourtant tous réunis au sein de l'OTAN, sur fond de protection collective pour protéger éventuellement un État, l'Ukraine, qui ne ferait pas partie de l'OTAN, peut-être pourrions-nous nous demander comment fonctionnerait une défense de l'Europe « NATO by design » après le conflit et ses impacts de voisinage, avec des rôles peut-être nouvellement répartis et des jeux psychologiques désormais relancés, et une organisation qui pourrait avoir des accords de protection pour des pays non-membres.

En rappelant plutôt les éléments de la théorie des organisations à travers le leadership, la structure, les membres et la stratégie dans les environnements internes et externes, je ne reprendrai pas notre fascicule OTAN 2030 avec certains contributeurs, affichant

les réalités matérielles mais aussi psychologiques, ou encore la possibilité de voir l'OTAN comme un vecteur d'intégration européenne depuis nos succès des années 90, où la France a valorisé ses apports en valorisant les autres États et en créant une équipe « Europe ».

C'est peut-être ce qu'il est d'ailleurs advenu récemment avec l'initiative franco-britannique d'avril 2025 sans y inviter les États-Unis, rompant de facto l'isolement français jusqu'alors vécu, alors que la réintégration devait au contraire y faire valoir ses apports. Il faudrait analyser les relations entre la Pologne et

le Royaume-Uni, deux pays très fortement liés aux États-Unis, l'un ayant peut-être pris le relais au sein de l'UE, ce qui ne signifie pas que les autres ne le sont pas. L'Allemagne y prend un rôle désormais important, au point de s'y valoriser désormais comme dans l'UE, notamment par consensus, principe de l'OTAN, quand la France aime trancher, disant qu'elle doit réapprendre de la France dans le domaine militaire mais que la France devrait apprendre de l'Allemagne comment travailler au sein de l'OTAN surtout dans cette phase de réarmement face à la Russie et pourquoi pas face à la Chine.



Conférence de presse du général de corps aérien Alexis G. Grynkeuich (US), SACEUR et de Mark Rutte, secrétaire général de l'OTAN



Le sommet de l'OTAN de la Haye (25 juin 2025).

Comme dans certains pays qui évitent de communiquer sur les financements européens, la France évite de communiquer sur l'OTAN alors qu'elle intègre les besoins opérationnels et techniques, en regardant ce qu'il se fait déjà sans chercher à travailler sur une page blanche, comme par exemple avec Tide Sprint, et avec des centres de simulation. Loin d'être un « truc » fumeux, le terme *NATO by design* est bien difficile à entendre par un Français. On le comprend mieux en entendant les états-majors européens dire que « l'OTAN nous demande » certaines structures opérationnelles, auxquelles il faut bien entendu fournir aussi du matériel. Les *Battlegroups* sont presque bâtis comme autrefois quand par exemple Napoléon utilisait la cavalerie légère polonaise en Espagne, César la cavalerie lourde des Germains contre les Gaulois.

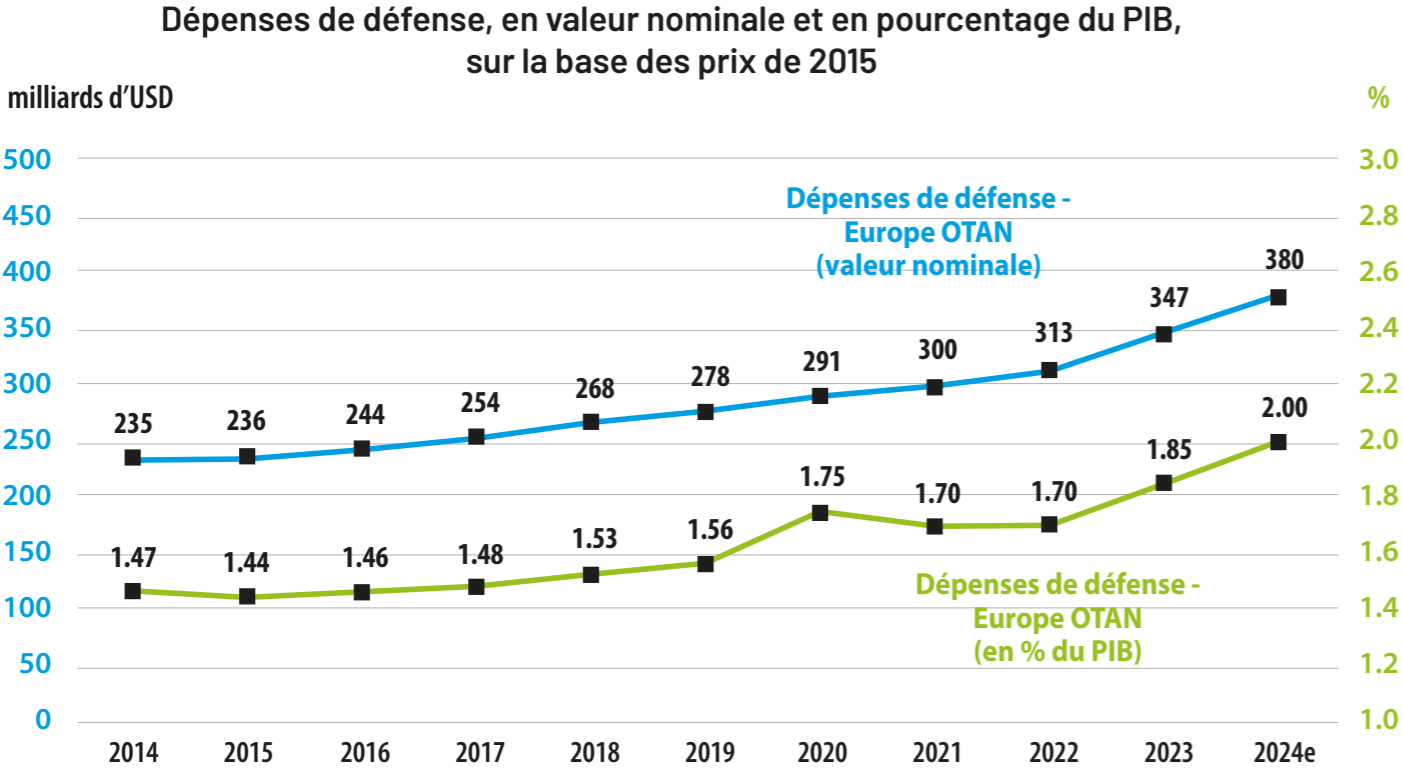
On peut aussi se demander si les parlementaires français allant à l'OTAN défendent les intérêts européens ou français et qu'en est-il des autres pourtant dans une dynamique consensuelle ? A noter aussi l'étonnante relation

que les États-membres ont avec l'organisation sans jamais, en dehors de la France, remettre en question l'aspect politico-militaire, ni même ses articles 2 et 3, avant son article 5 d'assistance militaire. Si une majorité d'États pensent que l'UE est économique, que le domaine militaire appartient à l'OTAN et la protège depuis sa création, les États-Unis n'oublient pas que leur économie en récolte les fruits sans vouloir les partager.

Par convention, tout le monde s'accorde aussi sur le fait que l'OTAN est militaire et que l'UE s'occupe des crises. Mais ne serait-il pas plus intelligent de faire plutôt la distinction des tâches entre les domaines opérationnels et industriels, tout en y maintenant le lien fondamental sans duplication, sauf complémentaire et spécifique, comme le suggérerait le président Juncker ? Pour éviter les suspensions, est-il judicieux au sein de l'UE de reparler des concepts d'UEO et de WEAG, certes intéressants, qui avaient disparu avec la chute du Mur et de reparler de la création d'un pilier européen de l'OTAN qui existe déjà sauf à être officialisé ?

De la même façon, on peut aussi se demander ce qu'apporte en plus l'initiative NATO DIANA sur l'innovation mais aussi afficher vraiment ce que la NSPA, centrale d'acquisition et de logistique, apporte actuellement aux pays européens, avec un Eurocorps et une agence internationale OCCAR au milieu du gué. L'OTAN doit intégrer les réflexions et les actions de l'UE sans s'en émouvoir et valoriser les siennes. L'I.R.C.E. avait initié en 2013 un événement « industrie de défense » en intégrant automatiquement l'OTAN.

Ceux qui pensent que la défense européenne peut fonctionner à quelques pays, devraient se demander pourquoi tous les pays savent travailler ensemble au sein de l'OTAN, sans doute car non influencés par les notions de souveraineté. La notion de puissance commune peut rassembler les souverainismes nationaux, mais elle ne peut être atteinte qu'avec une diplomatie respectée et une monnaie forte. Pour ce faire, l'UE doit donc être protégée militairement mais officiellement par l'OTAN et non par quelques États qui n'impliqueront pas l'UE



Dépenses de défense de 2014 à 2024, source OTAN.

mais peuvent entraîner l'OTAN toute entière en cas de conflit. Il faudra sans doute modifier les textes de l'UE, voire ceux de l'OTAN sauf si les constitutionnalistes en décident autrement. Les grands risques concernent les pays baltes, peut-être finalement plus facilement attaquables que l'Ukraine, où désormais des troupes allemandes sont même présentes, sorte de ligne rouge humaine, tant que la Russie, pourtant partenaire de l'OTAN avant 2014, conservera ses besoins d'identité.

Les Européens qui financent davantage que les États-Unis sur le fonctionnement de la structure et accroissent leurs budgets en termes de capacités, devraient simplement s'affirmer en tant que composante majeure sans rompre les liens avec le grand partenaire. L'idée d'avancer à quelques pays est inadaptée car elle repose sur une dynamique de pensée spécifique française. N'y aurait-il pas une problématique de leadership et d'égo sauf à prouver que, cette fois, le grand allié cède sa place de leader responsable,

sachant qu'au-delà d'apporter une uniformisation en imposant ses matériels, il n'est même pas leader technique car non-normalisé aux matériels européens.

De façon industrielle, à travers la transformation dirigée par la France, et opérationnelle, l'OTAN est considérée comme une organisation étatsunienne pour les Français, mais une dynamique européenne pour les Américains. L'Europe y existe donc et sait y travailler sans les États-Unis puisque la normalisation est la règle alors qu'elle ne s'applique ni aux matériels ni aux systèmes étatsuniens qui cherchent à s'imposer sans notion d'interopérabilité. Outre les aspects de souveraineté, les pays de UE faisant partie de l'OTAN savent déjà trouver des compromis et travailler avec l'Autriche qui a maintenu pour l'instant sa parole envers la Russie de ne pas rentrer dans l'OTAN, mais aussi le Royaume-Uni, l'Islande, la Turquie, la Norvège, la Suisse et même un peu de façon précipitée avec l'Ukraine.

Quant à un SACEUR, commandant en chef européen, certains avancent que les États-Unis ne lâcheront pas le poste tant qu'un soldat étatsunien sera en Europe même s'ils peuvent y venir rapidement dans les bases prévues à cet effet alors que bien entendu les Français, forts de leur dissuasion, réclament le poste. Reste à savoir quels arrangements de solidarité seront trouvés en cas de conflit en Asie, rappelant l'épisode de la Corée.

Reste aussi à savoir si l'Ukraine, ou d'autres en feront partie ou non. Bien entendu l'occident ne veut pas entendre parler de choix en fonction de pressions russes sur le principe de souveraineté. Il en est de même pour l'adhésion à l'UE qui a été un des points de départ de l'invasion cachée et anonyme entre 2014 et 2022 puis celle de l'officielle et affichée ensuite, même si elle a été appelée « opération spéciale » comme s'il s'agissait d'une opération interne. V. Poutine reproche aux Occidentaux que l'OTAN s'est rapprochée de la Russie violant un soi-disant accord, mais

oral et non écrit. On pourrait aussi se demander ce qui serait advenu si l'Ukraine avait conservé ses capacités nucléaires mais à cette époque la Russie était devenue membre-partenaire de l'OTAN.

Même si « l'Ukraine a une place légitime dans l'OTAN au fil du temps » avait réaffirmé son secrétaire général lors de sa visite à Kiev en avril 2023 et au même titre qu'il est possible de soutenir l'Ukraine pour son indépendance et « lui fournir ce dont elle a besoin pour vivre en liberté, dont matériels et formations », il est aussi possible de la maintenir comme partenaire et observateur sans la considérer sine die comme membre, avec des frontières à définir, figées ou provisoires comme hier l'Alsace Moselle. Il faudra cependant espérer que tout n'aura pas été grignoté progressivement par la Russie et son chef qui n'a pas de limites, sauf à donner un coup d'arrêt militaire net et localisé, non pas lancé par les Russes mais par les Occidentaux. Il ne pourrait être sans doute que nucléaire avec les possibles conséquences que l'on sait avec un scénario du pire non encore vraiment étudié car unimaginable, et vite oublié avec les quelques

réussites militaires ukrainiennes qui ont redonné de la vigueur aux espoirs de reconquêtes.

Tout processus de paix reste cependant menacé face à des troupes russes qui semblent se renforcer, tout en restant potentiellement fragiles quand on se souvient de la percée étonnante de la milice Wagner, certes a priori dans le même camp. Quant aux sanctions économiques, jusqu'à quel numéro de train irons-nous ? Il n'est de toute façon pas question d'intégrer un pays en guerre qui entraînerait de facto tous les membres qui ne le souhaitent pas.

Sans parler de satisfaire ou de craindre V. Poutine, gardons en mémoire qu'outre les 32 pays membres, l'OTAN entretient des relations avec 35 pays non-membres partenaires à travers des coopérations pratiques sur des questions de politique et de sécurité. L'Ukraine en fait déjà partie dans le cadre du programme de coopération bilatérale du Partenariat pour la Paix entre 16 pays de la région euro-atlantique, comme également l'Autriche, la Géorgie, la Suisse, la Serbie et comme auparavant la Biélorussie et la Russie, qui occupait un des bâtiments de l'ancien

siège de l'OTAN à Bruxelles, toutes deux désormais suspendues. Les partenaires contribuent à certaines activités essentielles de l'OTAN, de l'élaboration de politiques au renforcement des capacités de défense, en passant par le développement de l'interopérabilité et la gestion de crise.

Pour autant, les partenariats ne sont pas des accords de protection, comme le réclament les Européens, sauf les cas particuliers auparavant de la RFA, voire de la Finlande et de la Suède avant qu'elles n'adhèrent, ou actuellement du Kosovo. Un nouveau type d'accord serait donc à envisager pour une certaine forme de négociation équitable, avec ou sans l'accord russe.

Il s'agit aussi de capitaliser tous les efforts de l'OTAN et de chacun de ses membres depuis 2024 voire avant. C'est une suite logique avec un des pays qui sera désormais bien équipé, formé, avec des retours d'expérience précieux, qui va s'adapter au système OTAN sans doute plus rapidement que les anciens pays dits d'Europe centrale et orientale (PECO), un allié stratégique qui a montré une capacité à combattre désormais alors que l'on voit que la menace est toujours bien réelle, sauf à considérer qu'il ne s'agit que d'une affaire entre cousins.

Enfin, il s'agit d'un pays grand comme la France, en pleine restructuration financée par l'UE avec une richesse bien reconnue, déconstruite puis reconstruite par Staline et à nouveau par V. Poutine et qui pourra participer à la solidarité économique de l'article 2 de l'OTAN. L'entrée de l'Ukraine dans l'OTAN aura moins d'impact que celle dans l'UE qui est aussi une des raisons de l'invasion. L'OTAN pourra jouer son rôle de vecteur d'intégration européenne où les États peuvent mieux se parler et travailler de façon détachée des rivalités internes, notamment au niveau industriel et économique.

